

Appel solennel à tous les Kamites

*Pour que jamais plus la mort d'un ancien ne soit la destruction
d'une bibliothèque*

Appel du Bwa Sacré aux peuples d'Afrique, du continent et de la diaspora

LANGUES · MÉMOIRE · INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

BAZURU

Président du Bwa Sacré

Abidjan, le 12 septembre 2026

Appel solennel à tous les Kamites

Pour que jamais plus la mort d'un ancien ne soit la destruction d'une bibliothèque

Peuples d'Afrique,
Kamites du continent et de la diaspora,
Gardiens de nos traditions,
Chefs coutumiers, linguistes, chercheurs, informaticiens, enseignants,
étudiants et jeunesse africaine,

Je m'adresse aujourd'hui à vous en ma qualité de Président du Bwa Sacré, mais aussi comme fils d'une Afrique qui regarde disparaître, génération après génération, une partie de sa mémoire.

Je vous parle d'une urgence silencieuse.

Nos langues meurent.

Elles ne meurent pas dans le fracas des armes.

Elles meurent lorsqu'un enfant ne comprend plus la langue de son grand-père.

Elles meurent lorsqu'un ancien emporte avec lui un mot que personne n'a enregistré.

Elles meurent lorsqu'un proverbe n'est plus compris.

Elles meurent lorsqu'un chant n'est plus chanté.

Elles meurent lorsqu'un savoir transmis oralement depuis des siècles rencontre une génération qui ne sait plus l'écouter.

Et lorsque le dernier homme capable de nommer une plante, une cérémonie, une étoile ou un principe dans la langue de ses ancêtres disparaît, ce n'est pas seulement un mot qui disparaît.

C'est une manière africaine de penser le monde qui s'éteint.

Amadou Hampâté Bâ nous a légué cette formule devenue célèbre :



« En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle. »

Pendant longtemps, cette phrase décrivait une fatalité.

Aujourd'hui, pour la première fois dans notre histoire, nous possédons les moyens techniques de faire mentir cette fatalité.

L'intelligence artificielle change la donne

Beaucoup d'entre nous se sont méfiés de l'intelligence artificielle.

Cette méfiance n'était pas toujours sans fondement.

Une technologie que nous ne maîtrisons pas peut effectivement devenir un instrument de dépendance.

Mais il existe une erreur plus dangereuse encore :
refuser un outil pendant que les autres apprennent à s'en servir.

L'intelligence artificielle peut écouter.

Elle peut transcrire.

Elle peut comparer des milliers d'heures de paroles.

Elle peut apprendre les structures grammaticales.

Elle peut conserver des variantes dialectales.

Elle peut associer un mot à sa prononciation, son contexte, sa traduction et son histoire.

Elle peut participer à la reconnaissance vocale, à la synthèse de la parole et à la traduction automatique.

Et surtout, contrairement à l'être humain, le savoir numérique peut être copié, sauvegardé et transmis sans dépendre de la durée d'une seule vie humaine.

Je précise cependant quelque chose d'essentiel :
ce n'est pas l'intelligence artificielle elle-même qui est éternelle.

Les entreprises disparaissent. Les logiciels changent. Les modèles d'intelligence artificielle sont remplacés.

Ce qui doit survivre, ce sont nos données : nos voix, nos textes, nos dictionnaires, nos corpus, nos archives et nos connaissances.

L'intelligence artificielle doit apprendre à partir de notre patrimoine.

Elle ne doit jamais en devenir propriétaire.

Regardons ce que font ceux qui ont commencé avant nous

Regardons l'Afrique anglophone, et particulièrement l'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud n'a pas simplement déclaré que ses langues étaient importantes.

Elle a construit une infrastructure nationale consacrée aux ressources linguistiques numériques : le South African Centre for Digital Language Resources – SADiLaR.

Des textes sont numérisés.

Des voix sont enregistrées.

Des corpus sont constitués.

Des dictionnaires, outils linguistiques et ressources multimodales sont développés.

Les ressources servent à la recherche sur la reconnaissance vocale, la synthèse vocale, la traduction automatique et le traitement informatique des langues.

Autrement dit :

pendant que certains discutent encore pour savoir s'il faut protéger leurs langues, d'autres construisent déjà les infrastructures qui permettront aux machines de les parler.

Voilà le véritable enjeu.

Il ne s'agit pas d'opposer artificiellement Afrique anglophone et Afrique francophone.

Il s'agit de constater une différence d'organisation et d'en tirer une leçon.

Ce que d'autres Africains ont commencé à construire, nous pouvons le construire également.

Mali : nous ne pouvons pas attendre

Je m'adresse particulièrement au Mali.

Terre de civilisations anciennes.

Terre du bambara, du soninké, du peul, du songhay, du dogon, du sénoufo, du minianka, du tamasheq, du bozo, du khassonké, du bomu et du bwamu, et de tant d'autres langues.

Nous avons des universitaires.

Nous avons des linguistes.

Nous avons des informaticiens.

Nous avons des radios qui possèdent des milliers d'heures d'archives.

Nous avons surtout encore des anciens qui détiennent une connaissance que personne n'a entièrement écrite.

Qu'attendons-nous ?

Chaque année qui passe emporte des locuteurs.

Chaque enterrement peut emporter un vocabulaire.

Chaque disparition peut supprimer une prononciation, un récit, un proverbe ou une connaissance que nous ne retrouverons jamais exactement.

Le Mali doit créer une véritable infrastructure nationale de données linguistiques africaines pour l'intelligence artificielle.

Pas demain.

Maintenant.

Burkina Faso : une porte vient de s'ouvrir

Et je veux ici reconnaître une évolution importante.

Au Burkina Faso, quelque chose commence.

En mars 2026, à Koudougou, le ministère chargé de la Transition digitale a réuni linguistes, chercheurs, journalistes et spécialistes de l'intelligence artificielle afin de travailler à la constitution de corpus destinés aux modèles d'IA.

Le mooré, le dioula, le fulfuldé et le gulmancema sont concernés.

C'est une avancée.

Je la salue.

Mais je dis également :

il faut aller beaucoup plus loin.

Parce que le Burkina Faso ne se résume pas à quatre langues.

Que deviendront les langues des Bwa ?

Que deviendront celles des San, des Lobi, des Bissa, des Gourounsi et des nombreuses autres communautés ?

Une langue parlée par quelques dizaines de milliers de personnes mérite autant de survivre qu'une langue parlée par plusieurs millions.

La technologie nous permet précisément de ne plus choisir entre les deux.

Côte d'Ivoire : il faut agir

Je m'adresse également à la Côte d'Ivoire.

Pays des Akan, des peuples Gur, des Mandé et des Krou.

Pays du baoulé, de l'agni, de l'attié, de l'ébrié, du sénoufo, du koulango, du lobi, du bété, du dida, du guéré, du yacouba, du malinké et de tant d'autres langues et communautés.

Ces langues constituent une richesse immense.

Mais une langue célébrée dans les discours et absente du monde numérique devient progressivement invisible pour les machines.

Et dans le monde qui arrive, cette invisibilité aura des conséquences.

Si demain les assistants numériques comprennent parfaitement le français et l'anglais mais restent incapables de comprendre une grand-mère parlant sa langue maternelle dans son village, nous aurons créé une nouvelle forme d'exclusion.

La fracture numérique de demain sera aussi linguistique.

La Côte d'Ivoire doit donc elle aussi constituer ses grandes banques nationales de voix, de textes et de connaissances linguistiques.

Je m'adresse maintenant à toute l'Afrique francophone

Nous avons trop longtemps considéré la langue comme une affaire réservée aux linguistes.

C'est terminé.

Au XXI^e siècle, la langue est également une question de souveraineté numérique.

Celui qui possède les données possède une partie de la capacité d'entraîner les machines.

Celui qui documente une langue détermine en partie ce que les générations futures pourront en connaître.

Et celui qui abandonne cette responsabilité à d'autres ne peut pas être surpris lorsque d'autres racontent son histoire à sa place.

Nous devons donc cesser d'attendre.

N'attendons pas que Google enregistre nos grands-mères.

N'attendons pas qu'une université européenne vienne recueillir nos derniers locuteurs.

N'attendons pas qu'une entreprise américaine décide quelles langues africaines sont suffisamment rentables pour mériter une intelligence artificielle.

Ces acteurs peuvent être nos partenaires.

Ils ne doivent pas être les seuls gardiens de notre mémoire.

J'appelle à une grande mobilisation

J'appelle les États africains.

J'appelle les universités.

J'appelle les académies des langues nationales.

J'appelle les chefs traditionnels.

J'appelle les gardiens de nos bois sacrés.

J'appelle les griots.

J'appelle les chasseurs traditionnels.

J'appelle les prêtres de nos traditions.

J'appelle les femmes qui connaissent encore les chants anciens.

J'appelle les cultivateurs qui connaissent les noms traditionnels des plantes.

J'appelle les forgerons.

J'appelle les guérisseurs et détenteurs de savoirs, dans le respect de ce qui doit rester secret.

J'appelle les linguistes.

J'appelle les informaticiens.

J'appelle surtout la jeunesse africaine.

Prenez vos téléphones.

Prenez vos microphones.

Allez voir vos parents.

Allez voir vos grands-parents.

Allez dans nos villages.

Enregistrez.

Demandez :

Comment appelle-t-on ceci ?

Comment disait-on cela autrefois ?

Quelle différence existe-t-il entre ces deux mots ?

Comment compte-t-on ?

Comment nomme-t-on les saisons ?

Comment appelle-t-on les constellations ?

Quels sont les termes de parenté ?

Quels proverbes utilisaient nos ancêtres ?

Comment raconte-t-on la naissance ?

Comment parle-t-on de la mort ?

Comment nomme-t-on le monde visible et le monde invisible ?

Enregistrez les réponses.

Mais ne nous contentons pas d'accumuler des fichiers.

Documentons-les scientifiquement.

Identifions la langue.

Le dialecte.

Le village.

La génération du locuteur.

La date.

La transcription exacte.

La traduction.

Le contexte.

Et lorsqu'il existe plusieurs versions, conservons les différentes versions au lieu d'en inventer arbitrairement une seule.

Car sauvegarder une erreur pour l'éternité ne serait pas sauver notre patrimoine.

Ce serait éterniser notre erreur.

Et je lance un avertissement

Si nous ne faisons pas ce travail nous-mêmes, d'autres le feront.

Et dans cinquante ans, nos arrière-petits-enfants demanderont peut-être à une intelligence artificielle :

« Comment parlaient mes ancêtres ? »

La machine répondra avec les données qu'elle aura trouvées.

Si ces données ont été produites exclusivement par d'autres, il sera alors trop tard pour nous indigner :

« Ce n'est pas notre véritable langue ! »

« Ce n'est pas notre tradition ! »

« Nos ancêtres ne disaient pas cela ! »

La machine n'aura pas inventé notre silence.

Elle l'aura simplement hérité.

Voilà pourquoi notre génération porte une responsabilité historique.

Le Bwa Sacré prend sa part

En tant que Président du Bwa Sacré, je considère que la sauvegarde de notre patrimoine ne peut plus être uniquement orale.

Nous devons préserver notre langue.

Nous devons préserver nos variantes.

Nous devons enregistrer nos anciens.

Nous devons documenter nos connaissances transmissibles.

Nous devons constituer un corpus que nos descendants pourront consulter et que les intelligences artificielles futures pourront apprendre.

Mais nous devons également distinguer ce qui appartient au patrimoine public de ce qui relève du sacré et ne doit pas être livré indistinctement aux machines ou au monde entier.

Sauvegarder ne signifie pas tout divulguer.

La souveraineté culturelle exige aussi de savoir ce que nous transmettons, à qui nous le transmettons et sous quelles conditions.

Kamites, l'heure est venue

Nos ancêtres nous ont transmis leurs langues sans ordinateurs.

Sans disques durs.

Sans Internet.

Sans intelligence artificielle.

Ils ont réussi à les faire traverser des siècles.

Et nous, qui disposons de satellites, de smartphones, de serveurs, de cryptographie et d'intelligence artificielle, aurions l'excuse de les laisser mourir ?

Non.

Notre génération serait impardonnable.

Nous sommes probablement l'une des dernières générations capables d'enregistrer certains anciens.

Mais nous sommes également la première génération africaine possédant les moyens technologiques de conserver massivement leurs voix.

Voilà notre responsabilité.

Voilà notre chance.

Autrefois, lorsqu'un vieillard mourait, une bibliothèque brûlait.

Désormais, enregistrons la bibliothèque avant que le feu ne l'emporte.

Que chaque peuple construise son corpus.

Que chaque langue possède ses archives.

Que chaque communauté conserve ses voix.

Que chaque enfant puisse retrouver la parole de ses ancêtres.

Et que demain, lorsque l'intelligence artificielle parlera les langues du monde, les langues de l'Afrique soient debout parmi elles.

Pas comme des curiosités ethnographiques.

Pas comme les vestiges numériques de peuples disparus.

Mais comme des langues vivantes.

Des langues enseignées.

Des langues parlées.

Des langues pensées.

Des langues créatrices.

Nous ne demandons à personne de sauver nos langues à notre place.

Nous appelons l'Afrique à prendre elle-même possession de son avenir numérique.

Levons-nous.

Enregistrons nos langues.

Préservons nos voix.

Transmettons notre mémoire.

Car un peuple qui conserve sa parole conserve une partie essentielle de lui-même.

Et ce que nos ancêtres ont réussi à nous transmettre à travers les siècles, nous n'avons pas le droit de le laisser mourir entre nos mains.

Pour nos ancêtres.

Pour nos enfants.

Pour les générations qui ne sont pas encore nées.

Que nos langues vivent.

Que notre mémoire demeure.

Et que l'Afrique parle au futur avec sa propre voix.

Le Président du Bwa Sacré

BAZURU

Abidjan, le 12 septembre 2026
